

Le Conseil d'Administration (CA) est géré par la direction générale (DG) et les ministères de tutelle comme une chambre d'enregistrement pour valider l'orientation des recherches de l'institut, son organisation, ses activités, ses programmes et ses financements, tous sujets essentiels pour l'avenir de la recherche publique et de notre collectivité de travail. Ses 27 membres actuels sont presque tous des représentants de l'Etat, du syndicat agricole majoritaire FNSEA ou de ses satellites (5), et des industries liées à l'agriculture (3). Morne plaine...

Pour les 5 représentants élus du personnel, le CA reste une tribune importante dans une période où se joue le devenir de la recherche publique, face à la politique Sarkozyste de démantèlement et de libéralisation des services publics.

En 2005, 21% d'entre vous votaient SUD et nous nous sommes battus avec constance, unitaires chaque fois que possible, parfois seuls face à l'attelage DG-FNSEA-ministères, mais forts de convictions partagées en dehors.

Pour une recherche publique forte et indépendante

• Avec qui ?

Avec des personnels titulaires chercheurs, ingénieurs et techniciens, avec des doctorants ayant un vrai contrat de travail et recrutés le plus tôt possible après leur thèse. L'explosion des CDD à tous niveaux (20 % d'ETP Equivalent-Temps-Plein) est insupportable.

Des personnes respectées, dont le travail est reconnu à sa juste valeur. L'évolution des carrières des agents doit se faire par des promotions équitables avec reconnaissance des mobilités choisies et sans pénalisation des temps partiels (à 80 % féminin). Un plan de déblocage des carrières s'impose. La politique sociale doit servir à compenser les inégalités sociales.

Nous ne voulons pas travailler dans un cadre de compétition, mais de coopération où l'efficacité collective est bien supérieure à la somme des efficacités individuelles. Le contraire de la politique actuelle de mise en concurrence des équipes et des agents : des primes pour quelques uns et une baisse des rémunérations pour tous les autres, tension et stress au quotidien.

• Comment ?

Avec des EPST maintenus dans leur capacité à financer, conduire et évaluer leurs activités de recherche, en partenariat avec les universités. **Au contraire de la dilution actuelle de l'INRA dans un « conTorsium » agronomique**, de la transformation des EPST en agences de moyen, de leur mise sous tutelle de l'ANR - pour les financements et l'emploi précaire, et de l'AERES - pour l'évaluation, dans le cadre de la marchandisation de la recherche.

Avec des EPST garantissant une recherche et une expertise publique indépendantes ce qui suppose qu'elles soient réalisées par des agents sur statut de titulaire et avec des budgets alloués par l'Etat.

Avec des EPST ouverts sur la société en élargissant la composition de leurs CA, comme lors du Grenelle de l'environnement, à l'ensemble des nouveaux acteurs concernés par l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, pour qu'un véritable débat contradictoire s'instaure sur les choix stratégiques de recherche.

Avec l'appui d'un syndicat regroupant les personnels de tous les EPST, solidaire du mouvement en cours dans la recherche et l'enseignement supérieur contre les conséquences du Pacte pour la recherche et la Loi LRU, et plus largement contre la remise en cause des services publics ;

Exigeons un projet collectif d'avenir pour l'INRA, porteur des raisons qui nous font croire à l'utilité de nos métiers et à une recherche qui investit pour bâtir un monde solidaire, pour la collectivité et pour chacun-e !

Résistons et votons pour SUD !